

Les crédits

de ce côté-ci de la Chambre, et je crois que cette conscience sociale existe toujours aussi chez certains députés d'en face.

Après avoir entendu ce que le député m'a dit plus tôt, je suis convaincu qu'un certain nombre de députés reconnaîtront les efforts déployés par notre gouvernement pour réduire le déficit en vue de pouvoir l'éliminer peut-être d'ici le début du siècle prochain.

Ce sera un long processus, et c'est ce que nous devons prouver aux investisseurs canadiens et étrangers. Les Canadiens s'attendent à ce que nous présentions un budget raisonnable, compte tenu de la situation dans laquelle nous sommes, afin que nous puissions envisager l'avenir avec espoir et encouragement grâce aux mesures que prendra le ministre des Finances. C'est au cours des prochaines semaines qu'on saura le cap que prendra notre pays.

[Français]

M. Gérard Asselin (Charlevoix, BQ): Madame la Présidente, suite au discours du député de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, bien sûr que les Canadiens et Canadiennes, comme les Québécoises et les Québécois, sont conscients de la dette qui atteint maintenant 600 milliards de dollars, et à cause des taux d'intérêt, nous payons maintenant environ 115 millions de dollars d'intérêts par jour.

• (1615)

On sait qu'aujourd'hui le gouvernement canadien doit emprunter seulement pour payer les intérêts. Également, tout le monde est conscient que la dette, il faut un jour la payer, ou du moins diminuer le déficit. En cette Chambre, le dernier budget du ministre des Finances avait été adopté avec un déficit de l'ordre de 52 milliards de dollars, ce qui avait été le plus gros déficit accepté en cette Chambre.

Bien sûr que ce budget avait été adopté par la majorité des députés libéraux qui avaient accepté le plus gros déficit jamais vu en cette Chambre dans l'histoire du Canada. Aujourd'hui on veut régler le déficit en créant le déficit.

La population est prête à se serrer la ceinture, est prête à faire un effort, mais ce que les gens n'acceptent pas, ce sont les dépenses éhontées que l'on voit dans l'appareil gouvernemental. Les gens ont du mal à accepter des dépenses, comme cela s'est produit dernièrement, de 475 000 \$ par exemple pour l'assermentation du gouverneur général. Les gens ont du mal à accepter que la Chambre haute nous coûte plusieurs milliers de dollars. Ils ont du mal à accepter que les députés, après six ans de mandat, aient une pension à vie. C'est cela que les gens ont du mal à accepter.

Pendant que les gens ont du mal à accepter ces choses-là, on développe une inquiétude et une insécurité sociale partout au Canada. Les gens s'inquiètent en voyant le ministre des Finances qui pense à augmenter les taxes et les impôts, qui pense à augmenter la TPS, ou pense à abolir la TPS pour mettre une taxe cachée dans le produit afin de pouvoir taxer tout ce qui n'est pas actuellement taxable comme l'alimentation, les médicaments, les soins de santé. On ne sécurise pas les personnes âgées car on pense même taxer les REER.

Pendant ce temps, le ministre du Développement des ressources humaines pense couper dans l'éducation, les prêts et bourses pour les étudiants qui seront notre relève de demain, pense à couper l'assurance-chômage qui ne doit pas servir à l'administration du gouvernement, c'est une assurance en cas de perte d'emploi. On pense aussi à couper dans les subventions apportées aux personnes âgées, aux familles à faible revenu. Lorsque je parle de familles à faible revenu, on pense tout simplement à tout ce que le gouvernement avait coupé à l'époque des conservateurs, toutes les subventions aux provinces en ce qui a trait au logement social.

On pense à couper aussi les subventions faites aux organismes féminins, pour les femmes qui peuvent intégrer l'emploi avec une égalité salariale. Également, le ministre des Finances pense à couper ou à privatiser les services aéroportuaires et aériens, si on transfère ces équipements aux provinces, c'est une sorte de transfert aux provinces.

Je pose donc la question suivante au député: Est-il possible que cette année le gouvernement atteigne une réduction de son déficit sans le faire sur le dos des démunis, et comment va-t-il s'y prendre?

M. Gagnon: Madame la Présidente, je peux vous dire ceci dès le départ: Ça n'a jamais été le but de tous les libéraux de faire des coupures budgétaires sur le dos des plus démunis, comme je l'ai d'ailleurs dit dans mon discours.

Le député de la Côte-Nord et moi-même, représentant la circonscription de Bonaventure—Îles-de-la-Madeleine, représentons quand même des comtés qui vivent des difficultés financières, économiques et même sociales.

Cependant j'ai entendu dans son intervention le fait de sécuriser la population. J'ai aussi entendu l'élément à l'effet qu'on croit qu'on a dépensé un peu trop d'argent pour installer le nouveau gouverneur général du Canada, toutes les activités qui ont été organisées à cet effet. J'aimerais quand même faire remarquer au député d'en face que c'est le premier ministre du Québec qui va dépenser non pas deux millions, tel que promis, mais plus de cinq millions de dollars pour des commissions itinérantes au Québec, qui ne veulent étudier qu'une seule chose, l'indépendance du Québec. Il n'y a pas plus insécurisant que cela pour mes commettants, et j'en entends parler. Je l'entends dans le Québec profond, et je le vois, un gouvernement provincial qui ne veut et qui ne désire que la brisure et la fin du meilleur pays au monde.

• (1620)

Je crois que la seule façon de s'en sortir, c'est bien entendu grâce à une nouvelle politique fiscale, grâce à certaines coupures, un reciblage de nos dépenses. Un reciblage pour s'assurer qu'on puisse devenir les premiers dans certains secteurs de pointe.

Mais nous devons demeurer ensemble. Ce n'est pas en divisant le Québec, en divisant le Canada ou en disant toutes sortes de choses, comme on entend parfois l'opposition le faire, et il ne s'agit pas nécessairement des propos tenus par les députés d'en face, mais surtout par le ministre des Finances du Québec qui disait dernièrement qu'à son avis, on n'est pas nécessairement tenus de respecter les engagements internationaux du Canada en